
Mémoire du Président
Proposition de financement additionnel en faveur de
la République du Mozambique
Programme de développement de filières
agroalimentaires inclusives

Numéro du projet: 2000001981

Cote du document: EB 2026/LOT/P.7

Date: 3 juin 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 56.

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Jaana Keitaanranta
Directrice de pays
Division Afrique orientale et australe
courriel: j.keitaanranta@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du programme	1
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	Error! Bookmark not defined.
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, effets directs et activités	3
D. Coût, avantages et financement	3
III. Gestion des risques	9
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
IV. Exécution	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Cadre organisationnel	10
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	11
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VI. Recommandation	12

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directrice de pays:	Jaana Keitaanranta
Responsable technique:	Raul Munoz Castillo
Responsable des finances:	Austin Tatah
Spécialiste climat et environnement:	Marie-Ange Kigeme
Juriste:	Stephanie Turcot

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Mozambique
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de l'environnement et de la pêche
Coût total du programme:	200,27 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA (Système d'allocation fondé sur la performance):	8,4 millions d'USD
Conditions du financement initial du FIDA:	Particulièrement concessionnelles (délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service fixe telle que déterminée par le Fonds à la date d'approbation)
Montant du don initial du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD):	33,6 millions d'USD
Montant des financements accordés au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (dons I et II):	1,7 million d'USD
Montant des financements accordés au titre de l'Initiative de riposte à la crise (dons I et II):	5,77 millions d'USD
Montant du financement additionnel 1 du FIDA (don au titre du CSD):	20,00 millions d'USD
Montant du financement additionnel 2 du FIDA (don au titre du CSD):	44,4 millions d'USD
Montant du financement additionnel 3 du FIDA (don au titre du CSD):	11,0 millions d'USD
Cofinanceurs:	Banque africaine de développement (BAfD), Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Programme d'investissement de l'Union européenne en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (UE-ILSA)
Montant du cofinancement:	BAfD: 33 millions d'USD (financement parallèle) Déficit de financement 2 du FEM: 10 millions d'USD Programme UE-ILSA: 5,091 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Dons
Contribution initiale de l'emprunteur/du bénéficiaire:	4,90 millions d'USD

Contribution additionnelle 1 de l'emprunteur/du bénéficiaire:	0,61 million d'USD
Contribution additionnelle 2 de l'emprunteur/du bénéficiaire:	9,48 millions d'USD
Contribution initiale des participants:	5,6 millions d'USD
Contribution additionnelle 1 des participants:	0,33 million d'USD
Contribution additionnelle 2 des participants:	6,46 millions d'USD
Montant du financement initial du FIDA (action climatique):	19,6 millions d'USD
Montant du financement additionnel 1 du FIDA (action climatique):	11,257 millions d'USD
Montant du financement additionnel 2 du FIDA (action climatique):	21,507 millions d'USD (dont 1,539 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat)

I. Contexte et description du programme

A. Contexte

1. Le Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives (PROCAVA) a été lancé en mai 2020. Il est mis en œuvre en deux phases: la phase I couvrait la période 2020-2025, et la phase II va de 2025 à 2030. Son achèvement et sa clôture sont prévus respectivement pour juin et décembre 2030.
2. Le budget initial prévu pour la phase I était de 72,50 millions d'USD, et il comprenait: i) un don du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) de 33,6 millions d'USD; ii) un prêt du FIDA d'un montant de 8,4 millions d'USD; iii) la contribution du Gouvernement d'un montant de 4,9 millions d'USD; iv) 20,0 millions d'USD provenant du Fonds vert pour le climat (FVC); v) 5,6 millions d'USD versés par les participants et le secteur privé. En outre, 1 698 945 USD ont été alloués au titre du Mécanisme de relance du FIDA en faveur des populations rurales pauvres (RPSF) et 5 774 154 USD au titre de l'Initiative de riposte à la crise.
3. Les ressources du FVC n'ayant pas été obtenues comme prévu, un montant total de 20 millions d'USD issu de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) a été versé pour combler le déficit, ainsi que des contributions du Gouvernement et des participants à hauteur de 939 000 USD. L'allocation totale pour la phase I s'est établie à 80,8 millions d'USD.
4. Le financement de la phase II comprend: i) 44,4 millions d'USD provenant de l'allocation au titre de FIDA13; ii) 11,0 millions d'USD issus de fonds annulés du Projet de financement des entreprises rurales (REFP); iii) 5,0 millions d'USD du Programme d'investissement de l'Union européenne en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (UE-ILSA); iv) 33,0 millions d'USD dans le cadre d'un financement parallèle de la Banque africaine de développement (BAfD); v) 10 millions d'USD devant être mobilisés au titre du neuvième cycle du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-9); vi) des contributions du Gouvernement et des participants (9,5 millions d'USD et 6,5 millions d'USD, respectivement). L'enveloppe totale prévue pour la phase II s'élèvera à 156,0 millions d'USD, en incluant le solde restant de la phase I (36,8 millions d'USD). Le coût total du programme s'élève à 200,27 millions d'USD, en incluant les déficits de financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) (10 millions d'USD) et du REFP (11 millions d'USD).
5. Le financement additionnel proposé vise à officialiser l'allocation des 11 millions d'USD de fonds annulés du REFP.

B. Description du programme initial

6. **But et objectif du programme.** Le programme a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la résilience des moyens d'existence aux fins d'une transformation inclusive du monde rural. En matière de développement, l'objectif est l'accroissement des revenus nets tirés de filières agroalimentaires résilientes face aux aléas climatiques (horticulture, viande rouge, volaille, manioc et légumineuses) au profit des femmes, des hommes et des jeunes ruraux. Le programme comprend quatre composantes: i) amélioration de la production et établissement de liens avec le marché; ii) mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques; iii) renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre; iv) réduction et gestion des risques de catastrophe.

7. Les effets directs escomptés sont au nombre de trois: i) productivité, production et qualité améliorées des filières ciblées; ii) accès au marché et performance améliorés des filières ciblées; iii) capacité institutionnelle de prestation de services améliorée.
8. Les objectifs et les effets directs escomptés définis lors de la conception couvrent les deux phases.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

9. Le PROCAVA a obtenu de bons résultats en matière d'effets directs et sa méthode de reproduction et de transposition à plus grande échelle des activités s'est avérée efficace. Dans le cadre de la proposition de financement additionnel, le but, les objectifs et les composantes du programme, ainsi que ses modalités financières et d'exécution, resteront inchangés.
10. Selon l'évaluation réalisée dans le cadre de l'examen à mi-parcours, le programme a atteint 167 224 ménages (137% de la cible à mi-parcours et 79% de la cible fixée pour la date de fin initiale). Grâce aux ressources additionnelles fournies par la BAfD et le Programme UE-ILSA, le nombre total de ménages participants pour la phase II devrait s'élever à 255 000.
11. La note obtenue concernant la probabilité que le programme atteigne ses objectifs de développement est de 4,58 et sa performance globale en matière d'exécution a obtenu une note de 4,5. Le taux de décaissement a été jugé très satisfaisant (6) et plusieurs autres indicateurs ont été jugés satisfaisants (5), y compris la qualité de la gestion du programme. Cela confirme l'efficacité des modalités d'exécution, de la gestion du programme et de la capacité à administrer des fonds de sources multiples.
12. La note obtenue pour la gestion financière était de 5 en 2024. Cependant, lors de la mission de l'examen à mi-parcours, quelques lacunes ont été identifiées et la note est tombée à 3. Un plan d'amélioration a été mis en place, avec notamment des réunions mensuelles de suivi organisées par la Division des services de passation des marchés et de gestion financière.
13. Le programme reste pertinent au regard des priorités de développement définies aussi bien par le Gouvernement que par le FIDA, car il contribue de manière significative à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement du Mozambique (2025-2044) et du Plan stratégique pour le développement du secteur agricole 2030, notamment.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

14. Conformément aux engagements pris par le FIDA en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - axé sur les jeunes.
15. **Changements climatiques.** Le Mozambique est de plus en plus vulnérable aux sécheresses, aux inondations, aux cyclones et à la dégradation des terres. La vulnérabilité du pays est exacerbée par la faible capacité d'adaptation de celui-ci, sa population croissante et sa dépendance à l'égard des ressources naturelles.
16. **Égalité femmes-hommes et inclusion sociale.** L'indice d'inégalité de genre pour le Mozambique était de 0,479 en 2023. Les femmes ont des niveaux d'instruction inférieurs à ceux des hommes, et celles qui dirigent des ménages sont plus susceptibles que les hommes de n'avoir jamais bénéficié d'une éducation formelle.

17. **Jeunes.** Bien que la proportion de jeunes actifs soit en croissance constante, le rythme de création d'emplois dans le secteur formel est statique.
18. **Nutrition.** Le Mozambique continue à dépendre des importations alimentaires pour satisfaire une grande partie de ses besoins intérieurs. En 2023, les importations de produits alimentaires représentaient 40% de la facture des importations du pays.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

19. **Zone géographique.** Le programme sera exécuté dans 87 districts situés dans toutes les provinces du pays: 75 districts pour la phase I et 12 districts supplémentaires pour la phase II (financement de la BAfD et des associations d'accumulation d'épargne et de crédit).
20. **Groupes cibles.** Pour éviter l'accaparement par les élites, on utilise dans le cadre du programme des stratégies de ciblage direct et d'autociblage, appuyées par des mesures visant à autonomiser les personnes concernées et à faciliter leur participation. Dans le cadre de la phase II, on continuera de s'assurer que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées ont accès aux avantages du programme.

C. Composantes, effets directs et activités

21. Les composantes et sous-composantes du programme restent inchangées, à l'exception de la composante 4, qui deviendra la composante relative aux « interventions en cas d'urgence et de catastrophe ». Le financement additionnel proposé contribuera aux composantes du programme comme indiqué ci-après.
22. Dans la **composante 1 (amélioration de la production et établissement de liens avec le marché)**, le financement additionnel sera utilisé pour: i) renforcer les capacités de recherche agricole des pouvoirs publics en finançant des infrastructures et du matériel, et en collaborant avec des centres de l'Organisation du Système CGIAR; ii) renforcer les capacités de la Direction nationale de la santé agricole et de la sécurité biologique pour appuyer les systèmes semenciers; iii) promouvoir les groupes d'épargne et de crédit et les services financiers.
23. Dans la **composante 2 du programme (mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques)**, le financement sera utilisé pour: i) investir dans l'irrigation à petite échelle; ii) promouvoir des périmètres d'irrigation pour la production de semences certifiées; iii) collaborer avec le secteur privé pour l'exploitation et la maintenance des systèmes d'irrigation; iv) promouvoir la mise en place d'ouvrages de récupération des eaux de pluie à petite échelle.
24. La **composante 3 (renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre)** reste une composante transversale qui appuie les composantes techniques.
25. La **composante 4 (réduction et gestion des risques de catastrophe)** sera transformée en composante relative aux interventions en cas d'urgence et de catastrophe, avec une allocation pouvant aller jusqu'à 60% des fonds non alloués.

D. Coût, avantages et financement

Coût du programme

26. Le budget prévu pour la phase I était initialement estimé à 72,45 millions d'USD, avant de passer à 80,8 millions d'USD après le versement des dons reçus au titre du RPSF et de l'Initiative de riposte à la crise. Le budget de la phase I atteint désormais un montant total de 156,0 millions d'USD, qui comprend: 109,4 millions d'USD au titre de financements additionnels provenant de FIDA13, de la BAfD, du Programme UE-ILSA, du Gouvernement et des participants; 36,8 millions d'USD au titre du solde de la phase I, et un déficit de financement de 10,0 millions d'USD

(cofinancements attendus du FEM). Le montant de l'enveloppe globale est donc de 200,27 millions d'USD.

27. Il n'est pas nécessaire d'allouer une partie des fonds de cette proposition de financement additionnel au titre de l'action climatique, car les fonds proviennent de FIDA10, et de ce fait ils ne sont pas éligibles à une validation.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel

(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel 1</i>	<i>Financement additionnel 2</i>	<i>Financement additionnel 3</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	8 400	-	-		8 400
Don du FIDA relevant du CSD	33 600	20 000*	44 400	11 000	109 000
FVC	20 000	(20 000)	-		-
Déficit de financement 1 (REFF)	-	-	11 000	(11 000)	-
Déficit de financement 2 (FEM-9)	-	-	10 000		10 000
BAfD	-	-	33 000		33 000
UE-ILSA	-	-	5 091		5 091
RPSF I et II	-	1 678	-		1 678
Initiative de riposte à la crise I et II	-	5 774	-		5 774
Participants	5 600	333	6 464		12 397
Emprunteur/bénéficiaire	4 852	606	9 476		14 934
Total	72 452	8 391	119 431	11 000	200 274

* Afin de couvrir le déficit de financement du FVC.

Tableau 2.1

Financement additionnel: coût du programme par composante et sous-composante

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Don additionnel du FIDA au titre du CSD</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Amélioration de la production et établissement de liens avec le marché				
Amélioration de la production et de la productivité de certains produits	2 824	100	2 824	26
Investissements dans l'établissement de liens avec le marché	4 000	100	4 000	36
2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques				
Infrastructures hydrauliques	965	100	965	9
Infrastructures de marché	668	100	668	6
3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre				
Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	513	100	513	5
Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	1 680	100	1 680	15
4. Réduction et gestion des risques de catastrophe				
Fourniture d'informations sur l'agriculture par l'intermédiaire de services numériques	350	100	350	3
Total	11 000	100	11 000	100

Tableau 2.2

Coût du programme (pour les deux phases) par composante et sous-composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA au titre du CSD (initial, 1 et 2)		Don additionnel du FIDA au titre du CSD 3		BAfD		Déficit de financement 2 (FEM)		UE-ILSA		Emprunteur/bénéficiaire		Participants		RPSF I et II		Initiative de riposte à la crise I et II		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Contributions en nature	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Amélioration de la production et établissement de liens avec le marché																						
Amélioration de la production et de la productivité de certains produits	2 058	4	23 157	42	2 824	5	10 345	19	2 956	5	2 570	5	5 440	10	5 307	10	-	-	-	-	54 657	27
Investissements dans l'établissement de liens avec le marché	294	3	2 900	27	4 000	37	1 729	16	-	-	348	3	742	7	709	7	-	-	-	-	10 722	5
2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques																						
Infrastructures hydrauliques	1 082	4	16 389	57	965	3	764	3	3 840	13	584	2	2 801	10	2 191	8	-	-	-	-	28 616	14
Infrastructures de marché	1 455	4	21 005	53	668	2	12 970	33	-	-	729	2	1 000	3	1 929	5	-	-	-	-	39 756	20
3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre																						
Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	344	3	5 490	50	513	5	2 043	19	1 606	15	527	5	356	3	-	-	-	-	-	-	10 879	5
Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	3 166	7	28 424	65	1 680	4	4 667	11	645	1	333	1	4 594	11	-	-	-	-	-	-	43 509	22
4. Réduction et gestion des risques de catastrophe																						
Fourniture d'intrants très nutritifs et de moyens de production élémentaires	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 261	29	738	9	4 831	62	7 838	4
Facilitation de l'accès aux marchés et aux technologies post-récolte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	190	17	943	83	1 133	1	
Fourniture d'informations sur l'agriculture par l'intermédiaire de services numériques	0	-	628	20	350	11	482	15	952	30	-	-	-	-	-	750	24	-	-	3 164	1	
Total	8 400	4	98 000	49	11 000	5	33 000	16	10 000	5	5 091	3	14 934	7	12 397	6	1 678	1	5 774	3	200 274	100

Tableau 3.1

Financement additionnel: coût du programme par catégorie de dépenses
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Don additionnel du FIDA au titre du CSD</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Dépenses d'investissement				
1. Fonds	850	100	850	8
2. Travaux	2 005	100	2 005	18
3. Services de consultants	30	100	30	0
4. Études	72	100	72	1
5. Formation	3 467	100	3 467	32
6. Matériel et fournitures	2 340	100	2 340	21
7. Réunions	54	100	54	0
8. Assistance technique	850	100	850	8
Total des dépenses d'investissement	9 668	100	9 668	88
Dépenses ordinaires				
1. Frais de voyage	311	100	311	3
2. Fonctionnement et entretien	116	100	116	1
3. Traitements et salaires	905	100	905	8
Total des dépenses ordinaires	1 332	100	1 332	12
Total	11 000	100	11 000	100

Tableau 3.2

Coût du programme (pour les deux phases) par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA au titre du CSD (initial, 1 et 2)		Don additionnel du FIDA au titre du CSD 3		BAfD		Déficit de financement 2 (FEM)		UE-ILSA		Emprunteur/bénéficiaire		Participants			RPSF I et II			Initiative de riposte à la crise I et II			Total			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Contributions en nature	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Dépenses d'investissement																											
1. Fonds	5	0	583	25	850	36	-	-	200	9	-	-	-	-	709	30	-	-	-	-	-	-	-	-	2 347	2	
2. Travaux	2 238	4	31 261	57	2 005	4	8 912	16	3 708	7	1 313	2	2 564	5	2 474	5	-	-	68	-	-	-	68	-	54 545	37	
3. Services de consultants	-	-	1 663	53	30	1	670	22	238	8	115	4	364	12	-	-	6	0	32	1	-	-	-	32	1	3 118	2
4. Études	-	-	330	26	72	6	296	23	71	6	31	2	68	5	407	32	-	-	5	0	-	-	-	5	0	1 279	1
5. Formation	670	5	5 144	38	3 467	26	1 602	12	450	3	1 234	9	78	1	65	-	211	2	546	4	-	-	-	546	4	13 467	9
6. Matériel et fournitures	2 342	4	20 226	37	2 340	4	11 715	21	3 240	6	1 574	3	157	0	7 082	13	1 400	3	4 904	9	-	-	-	4 904	9	54 981	37
7. Atelier	-	-	28	20	-	-	105	76	-	-	-	-	-	-	-	-	6	4	-	-	-	-	-	-	-	138	0
8. Réunions	-	-	56	39	54	38	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	22	-	-	-	32	22	142	0
9. Assistance technique	93	0	8 186	42	850	4	6 575	34	1 413	7	752	4	426	2	974	5	18	-	27	-	-	-	-	-	19 313	13	
Total des dépenses d'investissement	5 347	4	67 476	45	9 668	6	29 875	20	9 320	6	5 019	3	3 657	2	11 711	8	1 642	1	5 615	4	149 329	75					
Dépenses ordinaires																											
1. Frais de voyage	-	-	1 220	66	311	17	239	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	86	5	-	-	-	86	5	1 855	1
2. Fonctionnement et entretien	4	0	760	20	116	3	386	10	36	1	-	-	2 447	65	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 749	3
3. Traitements et salaires	1 527	4	22 771	61	905	2	2 500	7	644	2	72	0	7 545	21	686	2	3	0	16	-	-	-	16	-	36 669	18	
4. Indemnités et prestations	-	-	1 178	95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33	3	30	2	-	-	-	30	2	1 241	1
5. Dépenses administratives courantes	1 522	20	4 596	62	-	-	-	-	-	-	-	-	1 284	17	-	-	-	-	27	-	-	-	-	-	-	7 430	3
Total des dépenses ordinaires	3 050	6	30 524	60	1 332	3	3 125	6	680	1	72	0	11 277	22	686	1	36	0	159	-	50 945	25					
Total	8 400	8	98 000	49	11 000	5	33 000	16	10 000	5	5 091	3	14 934	7	12 397	1	1 678	1	5 774	3	200 274	100					

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

28. Les financements de la phase II provenant de FIDA13, du Programme UE-ILSA et de la BAfD ont déjà été obtenus. Il reste un déficit de financement de 21 millions d'USD, qui devrait être couvert par le financement de FEM-9 (potentiellement dès 2026) et par la présente demande d'allocation des fonds annulés du REFP. Les contributions nationales du Gouvernement et des participants devraient s'élever à 23,1 millions d'USD (15% du budget total).

Décaissement

29. Un compte désigné libellé en dollars des États-Unis sera ouvert à la Banque du Mozambique pour recevoir les fonds versés au titre de FIDA13. Les fonds seront comptabilisés et traités par l'intermédiaire du système d'administration financière public (e-SISTAFE) et acheminés par le biais du compte unique du Trésor jusqu'au ministère compétent, puis à l'unité de gestion de programme (UGP) en vue de l'exécution. Compte tenu des contraintes en matière de liquidité et des tensions sur le change, une méthode de décaissement hybride sera mise en place pour assurer l'exécution dans les délais et préserver les ressources du FIDA.
30. L'agent principal du programme et l'UGP travailleront en étroite coordination avec le Ministère des finances pour surveiller la disponibilité de la trésorerie, les mises à disposition de financements de contrepartie et les délais de paiement. Les soldes des comptes désignés, les demandes de retrait et les encours des sommes dues feront l'objet d'un suivi étroit pour éviter l'accumulation de dettes et assurer la fluidité de l'exécution.
31. Au niveau provincial et régional, les processus de paiement sont initiés de manière décentralisée par l'intermédiaire d'e-SISTAFE par les structures du Ministère de l'agriculture, de l'environnement et de la pêche. Toutefois, les fonds ne sont pas détenus au niveau provincial, car tous les paiements sont exécutés de manière centralisée par le biais du compte unique du Trésor à la Banque du Mozambique.
32. Lorsque l'examen à mi-parcours a été réalisé en juin 2025, le programme avait décaissé 53,1 millions d'USD (85,7% du financement du FIDA), un niveau bien supérieur à l'indice sectoriel calculé au prorata de 50,08% pour un projet parvenu à 49,27% de sa durée d'exécution. Le taux de décaissement actuel est très satisfaisant (6).

Résumé des avantages et analyse économique

33. L'analyse économique et financière consolidée a été ajustée pour tenir compte de la période de mise en œuvre de la phase II, et des coûts et avantages additionnels liés à la mise en œuvre de cette stratégie, en tenant compte des éléments suivants: i) les prix du marché actuels pour les intrants et les produits; ii) l'évolution des rendements agricoles; iii) les coûts réels encourus par le programme; iv) les indicateurs clés du cadre logique.
34. **Avantages du programme.** Les avantages prévus par l'analyse économique et financière demeurent inchangés par rapport au but et aux objectifs de développement initiaux du programme. Les avantages financiers incluent une meilleure productivité agricole et une augmentation des gains financiers revenant aux ménages ciblés. Les avantages sociaux sont notamment une réduction des taux de pauvreté dans les zones cibles, en particulier parmi les groupes défavorisés.
35. **Résultats de l'analyse économique.** L'analyse économique et financière actualisée indique que le programme demeure financièrement et économiquement viable, puisqu'il produit un taux de rentabilité économique de base élevé (23%), avec une valeur actuelle nette positive de 308,8 millions d'USD (19,7 milliards de MZN). Le programme demeure très rentable d'un point de vue économique. L'analyse de sensibilité indique un haut degré de résilience en cas d'augmentation des coûts et de réduction des avantages: si les avantages étaient réduits de 10%

ou si le coût augmentait de 10%, le taux de rentabilité économique du programme s'établirait tout de même à 22,3%.

Stratégie de retrait et pérennisation

36. La stratégie de retrait du programme repose sur cinq grands piliers:
- i) l'établissement de partenariats; ii) le renforcement des capacités des organisations paysannes; iii) la reproduction à plus grande échelle des interventions; iv) l'intégration dans d'autres initiatives de financement rural; v) l'exécution conjointe et la transmission des initiatives du programme aux pouvoirs publics au niveau central et à celui des districts. Le programme forme et équipe les agriculteurs référents pour leur permettre d'adopter des pratiques et des techniques améliorées. Les agriculteurs sont aussi dotés de compétences leur permettant de nouer des relations commerciales avec différentes parties prenantes. Les agriculteurs qui possèdent officiellement des terres (dont l'enregistrement est appuyé par le programme) sont davantage susceptibles de continuer d'utiliser les pratiques améliorées mises en place au-delà de la durée de vie du programme avec le soutien du réseau public de vulgarisation qui dirige actuellement l'exécution sur le terrain.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

37. Les risques liés au programme incluent l'instabilité politique, sociale et économique qui a suivi les troubles civils survenus après les élections. L'économie s'est contractée, et le Gouvernement manque de liquidités, y compris en devises, ce qui a une incidence sur la capacité des fournisseurs à importer des biens et des services. En outre, l'extrême vulnérabilité aux événements climatiques pèse sur les résultats et les impacts du programme. Les risques institutionnels, économiques, sociaux et environnementaux suivants ont été déterminés.

Tableau 4

Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Substantiel
Portée du programme	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Faible
Gestion financière du programme	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés au titre du programme	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Élevé	Élevé
Parties prenantes	Substantiel	Modéré
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

38. La note d'examen des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), qui plaçait le programme dans la catégorie A, avait été réalisée à partir de l'édition 2017 des PESEC. Le programme a été réexaminé sur la base de l'édition 2021 des PESEC pour tenir compte des nouvelles activités, des nouvelles zones géographiques couvertes et des nouveaux cofinanceurs. Désormais, le risque lié au programme est jugé substantiel. Les impacts négatifs potentiels sur la population humaine et sur l'environnement devraient être localisés, gérables ou réversibles et ne devraient pas être importants.

C. Classement au regard des risques climatiques

39. D'après le nouvel examen, les risques climatiques du programme sont jugés élevés et, par conséquent, il est recommandé de réaliser une évaluation ciblée de l'adaptation. La BAfD réalise actuellement une analyse climatique qui inclura les districts couverts par le FIDA.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

40. Le programme est parfaitement en phase avec les buts et objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et avec les autres politiques et stratégies applicables.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

41. Le Ministère de l'agriculture, de l'environnement et de la pêche est le principal organisme chargé de la supervision de l'exécution. Le rôle d'organisme d'exécution principal a été délégué au Fonds pour la promotion agricole et la vulgarisation rurale.
42. Une unité nationale de gestion de programme a été établie sous la supervision directe du Directeur général du Fonds pour la promotion agricole et la vulgarisation rurale. Cette unité assurera la gestion quotidienne du programme, sous la direction d'une coordonnatrice ou d'un coordonnateur national du programme. La gestion du programme sera également déléguée à trois UGP régionales et à une UGP provinciale. Pour la phase II, du personnel supplémentaire sera recruté pour la BAfD et le Programme UE-ILSA.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

43. **Gestion financière.** Le programme a été évalué comme présentant un risque inhérent et un risque résiduel substantiels en matière de gestion financière, principalement en raison du contexte macrobudgétaire qui prévaut dans le pays et du fonctionnement du système de gestion des finances publiques. Le Mozambique dispose d'un système de gestion des finances publiques à l'architecture centralisée, où l'exécution du budget, le contrôle des engagements et le traitement des paiements sont réalisés par le biais du système d'administration financière public (e-SISTAFE), au sein duquel les ressources de trésorerie sont gérées par l'intermédiaire du compte unique du Trésor à la Banque du Mozambique.
44. Dans ce contexte, les dispositions de gestion financière nécessitent un renforcement. Dans le cadre de l'examen à mi-parcours, la qualité de la gestion financière a été jugée plutôt insatisfaisante, étant donné que le programme n'avait pas encore mis en place de système d'information comptable spécifique. Les données financières sont entrées manuellement dans Excel, ce qui limite la fiabilité de la piste d'audit, accroît le risque d'erreurs et limite les possibilités de communication de l'information financière dans les délais et de façon précise. Si le système e-SISTAFE sera utilisé pour l'exécution du budget et les processus de paiement conformément aux systèmes nationaux, il n'est pas pleinement conforme aux exigences du FIDA en matière d'information financière.
45. Le programme prévoit le déploiement et la mise en service d'un logiciel comptable disponible dans le commerce pour compléter le système e-SISTAFE, et garantir ainsi une comptabilisation exhaustive des transactions, des pistes d'audit renforcées et la production de rapports financiers intermédiaires dans le format requis par le FIDA. Les évaluations des risques relatifs à la gestion financière seront actualisées dans le cadre de missions annuelles de supervision, de sorte que les systèmes réalisent des contrôles adéquats et que les fonds du programme soient correctement gérés.

46. L'audit interne est actuellement confié à l'unité d'audit interne du Fonds pour la promotion agricole et la vulgarisation rurale; toutefois, les résultats sont inégaux, avec une couverture limitée et des rapports irréguliers. Bien que des améliorations récentes aient été observées, cette fonction fera l'objet d'un suivi étroit, et le recrutement d'un auditeur ou d'une auditrice interne sera envisagé pour offrir des services d'assurance rapides, complets et fondés sur les risques.
47. **Audit.** Bien que le Tribunal administratif dispose du mandat juridique et de l'indépendance institutionnelle lui permettant de réaliser un audit sur les ressources publiques, y compris sur les projets financés par des donateurs, le programme continuera de faire appel à des auditeurs privés indépendants à court et moyen terme. Ce choix s'explique par des considérations pratiques (manque de capacités, accumulation de dossiers en retard) et par la nécessité de garantir le respect des délais et la qualité des rapports d'audit conformément aux exigences du FIDA. Bien que le recours à l'institution supérieure de contrôle des finances publiques reste un objectif à long terme pour renforcer les systèmes nationaux, il n'est pas envisagé dans un avenir proche de cesser de recourir aux services d'auditeurs privés afin d'éviter une interruption de l'assurance fiduciaire et l'allongement des délais de transmission des rapports.
48. **Passation des marchés.** Le cadre juridique relatif à la passation des marchés publics en vigueur au Mozambique est actuellement régi par le décret n° 79/2022, qui fixe les principes et les procédures applicables à toute passation de marché effectuée par les autorités publiques et des institutions de droit public, sous contrôle public ou ayant recours à des fonds publics.
49. **Gouvernance.** La gouvernance du programme est du ressort du comité national de pilotage du programme. Il appartient principalement au Gouvernement mozambicain d'assurer la bonne gouvernance, mais toutes les parties prenantes ont été informées que le FIDA applique une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses et des actes de corruption, de collusion ou de coercition commis dans le cadre des programmes qu'il finance.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

50. Le suivi-évaluation du programme est réalisé par l'intermédiaire d'un système en ligne, qui est aussi utilisé au niveau régional. Lors de la phase II, le programme intégrera toutes les sources de financement dans le même système de suivi-évaluation.
51. **Gestion des connaissances.** La conception du programme inclut des éléments visant à favoriser l'apprentissage et le partage de connaissances dans les communautés ciblées, ainsi qu'avec les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

52. Un amendement à l'accord de financement sera nécessaire pour formaliser l'allocation des 11 millions d'USD additionnels annulée dans le cadre du REFP.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

53. L'octroi à l'emprunteur/au bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République du Mozambique et le FIDA. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
54. La République du Mozambique est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.

55. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

56. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de onze millions de dollars des États-Unis (11 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	<i>1.b Estimated corresponding total number of households members</i>								Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	PMU and Implementing partners have Reliable M&E with a coding system to track beneficiaries at individual and household levels
	Household members	0	608,250	1,059,500	1,275,000 ²	1,059,500	184,250	31,250				
	<i>1.a Corresponding number of households reached</i>								Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	
	Households	0	121,650	211,900	255,000	211,900	36,850	6,250				
	<i>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</i>								Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	
	Females	0	76,180	108,800	135,000	108,800	23,075	3,125				
	Males	0	76,180	108,800	135,000	108,800	23,075	3,125				
Young	0	45,700	65,280	81,000	65,280	13,845	1,875					
Total number of persons receiving services	0	152,360	217,600	270,000	217,600	46,150	6,250					
Project Goal To contribute to poverty reduction, improved food and nutrition security and resilient livelihoods for inclusive rural transformation	<i>Percentage (Number) of rural people experiencing changes in economic status (10% or more) including income, food diversity or nutrition</i>								National Poverty Evaluation Report; Household surveys; Demographic Surveys; Vulnerability Assessment reports/Survey	Completion	MAAP ³ / DPP ⁴ , INE ⁵ , MF ⁶ , UNICEF, WFP, PMU	Stable political, social and macro- economic environment prevails
	People	7	10	15	70	70	70	70				
	Females				89,250	74,250	13,000	2,250				
	Males				89,250	74,250	13,000	2,250				
	Young				53,600	44,600	7,800	1,400				
	<i>Number of people with strengthened resilience (20% or more)</i>								National Poverty Evaluation Report; Household surveys; Demographic Surveys; Vulnerability Assessment reports/Survey	Completion	MAAP/DPP, INE, MF, UNICEF, WFP, PMU	
	People		79,200	113,150	130,000	110,000	7,500	12,500				
	Females		39,600	56,575	65,000	55,000	3,750	6,250				
	Males		39,600	56,575	65,000	55,000	3,750	6,250				
	Young		23,760	33,945	40,000	33,000	2,300	4,700				
Development Objective To increase net income from climate resilient Agri-food value chains by rural women, men and youth	<i>Percentage of increased household farm incomes</i>								Core Outcome Indicator (COI) Survey	Baseline, MTR, completion	MAAP/DPP, INE, MF	The ongoing political and economic commitment in investing in the agricultural sector by government maintained
	Young			203,063	60,000	40,000	10,000	10,000				
	Women-headed households			9,025	90,000	60,000	20,000	10,000				
	Increase in income		50	150	150	150	150	150				
Outcome 1.1 Smallholders productivity, production and quality of targeted value chains	<i>Percentage of persons/households reporting an increase in productivity</i>								Annual Production Surveys, MAAP Annual Reports, thematic studies	Baseline, MTR, Completion	PMU	Communities participate actively in interventions made; Farmers have adequate resources to acquire productive inputs;
	Households	0	40	75	75	75	75	75				
	<i>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</i>								COI Survey	Baseline, MTR,	PMU	

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
improved	Households		40	75	75	75	75	75		Completion		Stable weather conditions.
	Total number of household members		243,300	794,625	900,000	700,000	150,000	50,000				
	Males		24,300	79,425	90,000	70,000	15,000	5,000				
	Females		24,360	79,500	90,000	70,000	15,000	5,000				
	Young		7,300	23,900	54,000	42,000	9,000	3,000				
	Women-headed households		9,732	31,785	60,000	48,000	9,000	3,000				
	Households		48,660	158,925	180,000	140,000	30,000	10,000				
	<i>1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)</i>								COI Survey	Baseline, MTR, Completion	PMU	
Women (number)		23,400	76,300	100,000	80,000	10,000	10,000					
<i>1.2.1: Households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes</i>								COI Survey		PMU	Communities participate actively in land tenure activities;	
Households - Percentage (%)				20	20				Baseline, MTR, Completion			
Households - Households				51,000	51,000							
Females - Females				15,300	15,300							
Males - Males				15,300	15,300							
Young - Young people				15,300	15,300							
Persons with disabilities - Number				1,300	1,300							
Household members - Number of people				255,000	255,000							
Output	<i>1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages</i>									Project progress reports	Annual	PMU
1.1.1 Production and productivity-enhancing inputs and climate smart technological packages are made available to smallholder producers of selected crops and livestock commodities		0	76,160	108,800	135,000	108,800	23,075	3,125				
Females		0	76,160	108,800	135,000	108,800	23,075	3,125				
Males		0	45,696	65,280	81,000	65,280	13,845	1,875				
Young		0	152,320	217,600	270,000	217,600	46,150	6,250				
Output	Number of livestock production infrastructures constructed or rehabilitated								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
1.1.2 Livestock production related infrastructure established		0	72	144	150	150	0	0				
Output	<i>3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
1.1.3 Community-	Groups supported		17	43	43	43	0	0				

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
based natural resources management plans (CBNRM) prepared and established in Meat VC												
Output	<i>1.1.1. Beneficiaries gaining increased secure access to land</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
	Households - Households	0	0	0	45,000	45,000	0	0				
1.1.4 Improve access to land ownership	Males - Males	0	0	0	22,500	22,500	0	0				
	Females - Females	0	0	0	22,500	22,500	0	0				
	Persons with disabilities - Number	0	0	0	1,125	1,125	0	0				
	Young - Young people	0	0	0	13,500	13,500	0	0				
Outcome	<i>2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities</i>								Project reports, Outcome/household surveys, Market surveys	Baseline, Mid-term and Completion reports	PMU	Communities participate actively in interventions made
1.2 Value chain linkages have improved between smallholder farmers and other value chain actors	Percentage of POs		20	50	50	50	50	50				
	<i>1.2.5. Use of rural financial services</i>								COI Survey	Baseline, mid-term, completion	PMU	Conducive regulatory framework for rural finance; Trust between financial service providers and value chain actors
	Households - Percentage (%)	32	36	36	50	50	50	50				
	Households - Households	86,400	97,200	97,200	135,000	108,800	23,075	3,125				
	Males - Males	43,200	48,600	48,600	67,500	54,400	11,538	1,563				
	Females - Females	43,200	48,600	48,600	67,500	54,400	11,538	1,563				
	Young - Young people	25,920	29,160	29,160	40,500	32,640	6,923	938				
	Persons with disabilities - Number	2,160	2,430	2,430	3,375	2,720	577	78				
Output	<i>2.1.3 Rural producers' organizations supported</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
1.2.1 Smallholder farmers organisational, technical and business management skills are strengthened	Rural POs supported		500	700	2,500	2,000	400	100				
	<i>1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition</i>											
	Households		38,928	67,808	100,000	80,000	10,000	10,000				
Output	<i>3.1.2 Persons provided with climate information services</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
1.2.2 Climate, weather and market information system is developed and operational	Females		14,960	37,400	40,000	35,000	5,000	0				
	Males		14,960	37,400	40,000	35,000	5,000	0				
	Persons provided with climate information services		29,920	74,800	80,000	70,000	10,000	0				

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
Output	<i>Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	Conducive regulatory framework for contract enforcement; Trust among smallholder farmers and different stakeholders in the targeted value chains; Balanced negotiation power for win-win partnerships.
1.2.3 Value chain platforms are established and strengthened	Number		38	75	87	75	12	0				
Output	<i>CI 1.1.5: Persons in rural areas accessing financial services (savings, credit, insurance, remittances, etc.)</i>								Project progress reports	Semi-Annual	PMU	Conducive regulatory framework for contract enforcement; Adequate capacity of private sector and service providers on infrastructure development; Communities participate actively in infrastructure development, operation and maintenance
1.2.4 Value chain actors have improved access to inclusive financial services	Households - Households	0	0	0	40,000	32,000	8,000	-				
	Males - Males	0	0	0	20,000	16,000	4,000	-				
	Females - Females	0	0	0	20,000	16,000	4,000	-				
	Persons with disabilities - Number	0	0	0	1,000	800	200	-				
	Young - Young people	0	0	0	12,000	9,600	2,400	-				
Outcome	<i>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities</i>								Project progress reports	Baseline, Mid-term and Completion reports	MAAP/DPP, PMU	Conducive regulatory framework for contract enforcement; Adequate capacity of private sector and service providers on infrastructure development; Communities participate actively in infrastructure development, operation and maintenance
2. Market-related climate resilient infrastructure has improved	Households reporting improved physical access to markets		20	50	50	50	50	50				
	Males		18,050	45,125	65,000	55,000	10,000	0				
	Females		18,050	45,125	65,000	55,000	10,000	0				
	Young		79,420	194,940	40,000	30,000	10,000	0				
	Women-headed households		7,220	18,050	36,000	27,000	9,000	0				
	<i>Households reporting improved physical access to processing facilities</i>		20	50	20	20	20	20				
	Males		18,050	45,125	25,500	21,500	3,500	500				
	Females		18,050	45,125	25,500	21,500	3,500	500				
	Young		10,830	27,075	15,300	12,900	2,100	300				
	Women-headed households		7,220	18,050	13,800	11,600	1,900	300				
	<i>Households reporting improved physical access to storage facilities</i>		4	8	20	20	20	20				
	Males		18,050	36,100	25,500	21,500	3,500	500				
	Females		18,050	36,100	25,500	21,500	3,500	500				
Young		10,830	21,660	15,300	12,900	2,100	300					
Women-headed households		1,444	2,888	13,800	11,600	1,900	300					
<i>Households reporting improved physical access to markets</i>		36,100	90,250	130,000	110,000	18,000	2,000					
<i>Households reporting improved physical access to processing facilities</i>		36,100	90,250	51,000	43,000	7,000	1,000					
<i>Households reporting improved physical access to storage facilities</i>		7,220	14,440	51,000	43,000	7,000	1,000					
Output	<i>1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated</i>								Project progress reports	Semi-annual	PMU	
2.1 Water-related	Hectares of land	0	1,500	3,000	3,000	2,230	645	125				

Results Hierarchy	Indicators								Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	End Target (New)	IFAD	AfDB	EU-ILSA	Source	Frequency	Responsibility	
infrastructure rehabilitated or Constructed												
Output	<i>2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated</i>								Project progress reports	Semi-annual	PMU	
2.2 Market-led value chain infrastructure rehabilitated or constructed	Market facilities constructed/rehabilitated	0	14	20	73	46	23	4				
	Processing facilities constructed/rehabilitated	0	22	50	74	55	19	0				
	Storage facilities constructed/rehabilitated	0	2	4	32	18	8	6				
Outcome	<i>Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment</i>								Project reports, outcome surveys	Baseline, Mid-term and Completion reports	PMU	Favorable regulatory framework and enabling environment
3. Institutional and policy framework for inclusive and climate-resilient value chain development has improved	Number	0	5	7	7	4	2	1				
Output	<i>Number of staff of public and private entities trained on project implementation, gender and land tenure security</i>								Project progress reports	Annual	PMU	
3.1 Institutional capacities (public, private and PO) strengthened for effective functioning of the targeted value chains	Staff of public and private entities	0	1,000	1,500	2,000	1,000	800	200				
Output	<i>Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed</i>								Project progress reports	Semi-annual	PMU	
3.2 Policies and strategies developed for the effective and structure development of targeted VC	Number	0	5	7	7	4	2	1				

2

³Ministry of Agriculture, Environment and Fisheries (MAAP)⁴Directorate on Planning and Policies(DPP) ⁵National Institute for Statistics(INE) ⁶Ministry of Finance (MF)

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

		Farm/off-farm models' net incremental benefits (in MZN)											
		Horticulture (Tomatoes, Green)	Horti. With shadenets (Tomatoes,	Maize and Potato farm	Legume Farm (Dry beans,	Cassava Farm	Cassava Processing Unit	Livestock - Cattle Production	Free Range Chicken	Semi Commercial Chicken Small	Cattle Feedlot	Slaughter House	Retail Market Facility
							MZN '000				MZN '000	MZN '000	
	PY1	7,081	(65,035)	(4,974)	(11,798)	2,708	(1,904)	(16,084)	(13,405)	(24,875)	(21)	14,701	(251,131)
	PY2	51,800	110,616	1,519	(5,163)	3,738	1,516	(9,365)	12,253	5,109	812	17,231	35,732
	PY3	103,846	296,150	25,160	4,581	8,470	1,658	2,495	11,828	9,713	1,201	19,201	35,732
	PY4	103,846	291,301	37,363	14,326	9,379	1,924	19,426	10,903	28,060	1,396	22,152	35,732
	PY5	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	36,357	12,403	34,952	1,396	22,152	35,732
	PY6	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	29,952	1,396	23,344	35,732
	PY7	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,924	53,954	9,903	33,752	1,396	23,344	35,732
	PY8	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY9	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	12,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY10	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	10,903	33,752	1,396	23,344	35,732
	PY11	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	12,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY12	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,924	53,954	10,903	33,752	1,396	23,344	35,732
	PY13	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	12,403	29,952	1,396	23,344	35,732
	PY14	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY15	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	9,903	33,752	1,396	23,344	35,732
	PY16	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY17	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,924	53,954	10,903	33,752	1,396	23,344	35,732
	PY18	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY19	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	12,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	PY20	103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,924	53,954	10,903	28,752	1,396	23,344	35,732
		103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	12,403	34,952	1,396	23,344	35,732
		103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
		103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	9,903	33,752	1,396	23,344	35,732
		103,846	312,948	37,363	14,326	10,913	1,811	53,954	13,403	34,952	1,396	23,344	35,732
	IRR/**	#DIV/0!	251%	210%	49%	#DIV/0!	87%	64%	89%	64%	3980%	NA	13%
	NPV (\$)	436,480	931,047	101,143	34,616	35,090	4,860	90,264	32,645	66,880	4,566	89,668	43,421

Table B

Programme costs and logframe targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME				
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)			200.3	
Beneficiaries	1,275,000	people	255,000	Households
Cost per beneficiary	157	US\$/Person		785
				US\$/HH
Components and Cost (USD million)				
A. Production Improvement and Market Linkages	65.4			
B. Market-related Climate Resilient Infrastructure	68.4			
C. Institutional and Policy Strengthening and Implementation Support	54.4			
D. Disaster Risk Reduction and Management	12.1			
Total	200.3			

Table C

Main assumptions and shadow prices

C)	MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES				
	Output	land Size	Yields (Annually) Kg		
			WOP	WP	Price (MZN)
	Horticulture (Tomatoes,)	1 Ha	27,300	48,000	18
	Horti. With shadenets Green Pepper)	1 Ha	8,500	12,800	20
	Maize and Potato farm	1 Ha	2,500	4,500	25
	Legume Farm (Dry beans, Soyabean, Sesame)	1 Ha	1,300	1,800	60
	Cassava Farm	1 Ha	7,100	18,000	3
	Cassava Processing Unit	Unit	-	75,000	30
	Livestock - Cattle Production	Heads	-	10	20,000
	Free Range Chicken Small Production	Birds	50	100	230
	Semi Commercial Chicken Small Production	Birds	-	500	230
	Cattle Feedlot	Heads	-	32	15,400
	Slaughter House	Kg		243,750	190
	Standard Conversion Factor	0.93	Discount rate on saving/deposit account		8%
	Labour Conversion Factor	0.88	Discount rate for Economic Analysis		10%

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

# Activity	# Enterprises	Beneficiaries		Project Years										Total
		HHs	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25	2025/26	2026/27	2027/28	2028/29	2029/30		
Outreach (Lf)			670	38,003	45,004	59,106	24,441	33,237	26,312	17,173	7,560	3,494	255,000	
1 Horticulture farm	9,000	10,432	27	1,555	1,841	2,418	1,000	1,360	1,076	703	309	143	10,432	
2 Horticulture farm under shadenet	500	580	2	86	102	134	56	76	60	39	17	8	580	
3 Maize and potatoes farm	12,100	14,025	37	2,090	2,475	3,251	1,344	1,828	1,447	945	416	192	14,025	
4 Legume farm	45,000	52,159	137	7,773	9,205	12,090	4,999	6,798	5,382	3,513	1,546	715	52,159	
5 Cassava farm	59,500	68,734	180	10,199	12,078	15,862	6,559	8,920	7,061	4,609	2,029	938	68,434	
6 Cassava Processing Unit	20	232	1	35	41	54	22	30	24	16	7	3	232	
7 Livestock production	82,000	94,688	249	14,112	16,711	21,948	9,076	12,342	9,770	6,377	2,807	1,298	94,688	
8 Free Range Chicken small production	10,000	11,591	30	1,727	2,046	2,687	1,111	1,511	1,196	781	344	159	11,591	
9 Semi-commercial Chicken production	1,900	2,202	6	324	384	505	209	284	225	147	65	30	2,177	
10 Cattle mini feedlot	17	315	1	47	56	73	30	41	33	21	9	4	315	
11 Slaughterhouse	3	42	0	10	12	16	6	9	7	5	2	1	67	
12 Retail Market Facility (Unit of 30 People)	10							90	90	-	-	120	300	
Total		255,000	669	37,958	44,951	59,036	24,412	33,288	26,371	17,153	7,551	3,610	255,000	

Table E
Economic cash flow

Project year	BENEFITS		COSTS	CASHFLOW
	Net Incremental Farm Benefits	Total Net Inc. Benefits (MZN'000)	Total Incremental Costs	
PY1	(3,761,082)	(3,761,082)	264,473	(4,025,554)
PY2	(2,369,130)	(2,369,130)	464,422	(2,833,552)
PY3	(1,703,798)	(1,703,798)	643,862	(2,347,661)
PY4	(672,725)	(672,725)	1,218,544	(1,891,269)
PY5	1,160,692	1,160,692	1,021,626	139,066
PY6	2,896,620	2,896,620	3,264,846	(368,226)
PY7	4,391,100	4,391,100	2,455,615	1,935,485
PY8	5,856,389	5,856,389	1,715,086	4,141,302
PY9	7,037,503	7,037,503	784,413	6,253,090
PY10	7,733,928	7,733,928	366,436	7,367,492
PY11	8,323,236	8,323,236	-	8,323,236
PY12	8,585,891	8,585,891	-	8,585,891
PY13	8,688,115	8,688,115	-	8,688,115
PY14	8,756,643	8,756,643	-	8,756,643
PY15	8,769,922	8,769,922	-	8,769,922
PY16	8,747,375	8,747,375	-	8,747,375
PY17	8,770,617	8,770,617	-	8,770,617
PY18	8,769,950	8,769,950	-	8,769,950
PY19	8,747,347	8,747,347	-	8,747,347
PY20	8,770,645	8,770,645	-	8,770,645
NPV@ 10% (ZM\$ 'Million)				19,764
NPV@ 10% (US\$'Million)				308.8
EIRR				23.0%
BCR		Benefits	Costs	BCR
		26,716	6,952	3.84

Table F
Sensitivity analysis

Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	.11-20
Incremental Benefits	(3,761)	(2,369)	(1,704)	(673)	1,161	2,897	4,391	5,856	7,038	7,734	8,323
benefits +10%	(4,137)	(2,606)	(1,874)	(740)	1,277	3,186	4,830	6,442	7,741	8,507	9,156
benefits +20%	(4,513)	(2,843)	(2,045)	(807)	1,393	3,476	5,269	7,028	8,445	9,281	9,988
Mild scenario	(3,385)	(2,132)	(1,533)	(605)	1,045	2,607	3,952	5,271	6,334	6,961	7,491
Medium scenario	(3,009)	(1,895)	(1,363)	(538)	929	2,317	3,513	4,685	5,630	6,187	6,659
High scenario	(2,633)	(1,658)	(1,193)	(471)	812	2,028	3,074	4,099	4,926	5,414	5,826
Project Costs	264	464	644	1,219	1,022	3,265	2,456	1,715	784	366	0
costs +10%	291	511	708	1,340	1,124	3,591	2,701	1,887	863	403	-
costs +20%	317	557	773	1,462	1,226	3,918	2,947	2,058	941	440	-
costs +30%	397	697	966	1,828	1,532	4,244	3,192	2,230	1,020	476	-
Net cash flow											
base scenario	(4,026)	(2,834)	(2,348)	(1,891)	139	(368)	1,935	4,141	6,253	7,367	8,323
costs +10%	(4,052)	(2,880)	(2,412)	(2,013)	37	(695)	1,690	3,970	6,175	7,331	8,323
costs +20%	(4,078)	(2,926)	(2,476)	(2,135)	(65)	(1,021)	1,444	3,798	6,096	7,294	8,323
costs +30%	(4,158)	(3,066)	(2,670)	(2,501)	(372)	(1,348)	1,199	3,627	6,018	7,258	8,323
benefits +10%	(4,402)	(3,070)	(2,518)	(1,959)	255	(79)	2,375	4,727	6,957	8,141	9,156
benefits +20%	(4,778)	(3,307)	(2,688)	(2,026)	371	211	2,814	5,313	7,661	8,914	9,988
benefits -10%	(3,649)	(2,597)	(2,177)	(1,824)	23	(658)	1,496	3,556	5,549	6,594	7,491
benefits -20%	(3,273)	(2,360)	(2,007)	(1,757)	(93)	(948)	1,057	2,970	4,846	5,821	6,659
benefits -30%	(2,897)	(2,123)	(1,837)	(1,689)	(209)	(1,237)	618	2,384	4,142	5,047	5,826
benefits delayed 1 year	(264)	(4,226)	(3,013)	(2,922)	(1,694)	(2,104)	441	2,676	5,072	6,671	7,734
benefits delayed 2 years	(264)	(464)	(4,405)	(3,588)	(2,725)	(3,938)	(1,295)	1,182	3,607	5,490	7,038
Discount rate	10%										
Sensitivity Analysis	Base case	Costs Increase			Increase of Benefits		Decrease of Benefits			Delay of Benefits	
		+10%	+20%	+50%	+10%	+20%	-10%	-20%	-30%	1 year	2 years
IRR	23.0%	22.3%	21.7%	20.6%	23.6%	24.1%	22.3%	21.4%	20.3%	21.3%	19.6%
NPV (MZN) million	19,764	19,069	18,374	17,164	22,436	25,107	17,093	14,421	11,749	16,150	12,868
NPV (USD) million	308.82	297.95	287.09	268.18	350.56	392.30	267.07	225.33	183.59	252.35	201.06